



## **Comment remplir la PWGSC-TPSGC 7953-1 : État des coûts des entrepreneurs**

### Généralités

- (A) Il faut remplir une PWGSC-TPSGC 7953-1 pour chaque article faisant l'objet d'un mode de paiement distinct (autre que les articles à prix ferme) dans la section du contrat réservée au mode de paiement.
- (B) Le mot "ministère" doit être considéré comme synonyme de "centre de coût".
- (C) Il vous faut pouvoir fournir, sur demande, les documents à l'appui de l'État de vos coûts : fiches de présence, tables de répartition de la main-d'oeuvre, pièces de journal, liste des sous-traités, factures, pièces justificatives de paye, feuilles de répartition des frais généraux et autres documents connexes.
- (D) Les coûts décrits dans la PWGSC-TPSGC 7953-1 doivent être conformes à la 1031-2 Principe des coûts contractuels et (ou) tels que négociés avec l'analyste des coûts ou un autre agent du ministère.
- (E) Une fois rempli, l'État des coûts doit être envoyé au responsable du marché dans le cas des contrats à remboursement des frais, ou à la direction des Finances dans le cas des contrats à prix ferme.

Pour les contrats à remboursement des frais seulement - Si la période contractuelle dépasse deux années financières pour l'entrepreneur, il lui faut présenter annuellement un état des coûts temporaire.

### Définitions des articles

- 1) Matériaux directs : comprennent, en plus des matériaux achetés exclusivement pour l'exécution du contrat et traités par l'entrepreneur, ou du matériel obtenu des sous-traitants, tout autre matériel destiné à l'exécution du contrat et provenant des stocks généraux de l'entrepreneur.

Tous les matériaux seront imputés au contrat au prix net établi, après déduction de tous les escomptes commerciaux et autres éléments semblables.

On créditera aux coûts la juste valeur, sur le marché, de tous les rebuts de fabrication des matériaux facturés au contrat ainsi que des rebuts dus aux changements de design ou à toute autre cause.

- 2) Frais de manutention du matériel applicables : il s'agit généralement des coûts relatifs à l'achat, à la réception, à la manutention, à l'entreposage et à la distribution subséquente des matériaux. Cette ligne ne doit être remplie que par les entrepreneurs ayant pour règle constante de recouvrer séparément les coûts de manutention du matériel en les associant au matériel acheté, plutôt qu'en les intégrant aux tarifs globaux de recouvrement des frais de manutention.
- 3) Main-d'oeuvre productive directe : main-d'oeuvre de production affectée à un travail direct et imputable à juste titre au contrat.
- 4) Frais généraux applicables des ministères : il s'agit des frais généraux ou charges des ministères ou services, c'est-à-dire notamment de la main-d'oeuvre indirecte, des fournitures d'atelier, des dépenses de service, des frais fixes et des avantages sociaux des employés. La méthode employée par l'entrepreneur pour imputer les frais généraux aux travaux du gouvernement doit être semblable à celle qu'il utilise dans le cas des travaux effectués pour le secteur privé.

Aucun des éléments énumérés ci-après ne peut être inclus dans le calcul du taux des frais généraux applicables au ministère :

- (a) indemnités pour intérêt sur le capital investi, les obligations, les obligations non garanties, les prêts bancaires et autres;
- (b) dépenses de loisirs;
- (c) cotisations autres que l'affiliation à des associations professionnelles reconnues;
- (d) dons autres que les dons raisonnables à des organismes de charité;
- (e) pertes sur d'autres contrats;
- (f) dépréciation des bâtiments, des machines ou de l'équipement payés par la Couronne;
- (g) amendes et pénalités;
- (h) amortissement d'appréciation non réalisée de la valeur des biens;
- (i) dépenses, entretien et (ou) dépréciation d'installations excédentaires;

- (j) augmentation des réserves pour les éventualités, les réparations, l'assurance-rémunération et le travail garanti;
- (k) Impôt fédéral et provincial, taxes sur les profits excédentaires ou surtaxes et (ou) toute dépense spéciale connexe;
- (l) rémunération excessive d'agents et d'employés;
- (m) escompte sur les obligations ou frais financiers;
- (n) primes d'assurance-vie des agents;
- (o) honoraires juridiques et comptables pour cause de réorganisation, d'émission de valeurs ou de capital-action, ou par suite de toutes poursuites judiciaires intentées contre la Couronne;
- (p) pertes d'investissement, créances irrécouvrables et frais de recouvrement;
- (q) publicité, sauf la promotion raisonnable (industrielle ou institutionnelle) dans des publications spécialisées importantes pour la diffusion de renseignements professionnels et techniques dans l'industrie;
- (r) frais de ventes autres que certains frais de commercialisation de défense;
- (s) honoraires extraordinaires ou anormaux pour des conseils professionnels dans le domaine technique, administratif ou comptable, à moins d'approbation préalable de la Couronne.

5) et 6) Coûts d'ingénierie : rémunération d'ingénieurs et de dessinateurs professionnels régulièrement imputable au contrat, y compris les dépenses indirectes ou les frais généraux indirects d'ingénierie.

Cette case est réservée aux entrepreneurs dont la société a l'habitude d'enregistrer et de recouvrer ces coûts séparément des autres coûts de fabrication.

7) Frais directs : ils sont imputables directement au contrat, plutôt que par une répartition des frais généraux, conformément à une autorisation déterminée. Les frais directs qui n'auront pas été ainsi approuvés ne seront pas acceptés.

8) Frais généraux et d'administration : il s'agit notamment du salaire des agents ou cadres de l'entreprise, des employés de bureau, des fournitures de papier et de bureau, des frais de poste, des dons de charité raisonnables et d'autres dépenses de bureau nécessaires.

Aucun des éléments (a) à (s) inscrits précédemment sous la définition 4, "Frais généraux applicables des ministères", ne peut être inclus dans le calcul du taux des frais généraux et d'administration.

Lorsque plusieurs taux s'appliquent, il faut en inscrire les détails dans la colonne "Remarques".

10) Bénéfices : s'il y a plus d'un taux applicable (comme pour les contrats d'encouragement), inscrire le détail des calculs dans la colonne "Remarques".

11) Redevances : veuillez fournir les détails dans la colonne "Remarques" (numéros de brevet et bénéficiaire).

## États des coûts des entrepreneurs

Nom de l'entreprise

Numéro de dossier	Numéro de série du contrat	Numéro de l'entreprise
-------------------	----------------------------	------------------------

### 1. Matériaux directs

Matières premières	▶	\$	_____
Pièces achetées	▶		_____
Sous-traités	▶		_____
<b>Total</b>		\$	_____

### 2. Frais de manutention du matériel

	▶	%	=	\$	_____
	▶	%	=		_____
	▶	%	=		_____
<b>Total</b>				\$	_____

		\$	2
		\$	1

**3. Main-d'oeuvre productive directe**

1. Min. \_\_\_\_\_ Heures \_\_\_\_\_ = \$ \_\_\_\_\_

2. Min. \_\_\_\_\_ Heures \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_

3. Min. \_\_\_\_\_ Heures \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_

4. Min. \_\_\_\_\_ Heures \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_

5. Min. \_\_\_\_\_ Heures \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_

Total \$ \_\_\_\_\_

**4. Frais généraux des ministères ou services**

► % \_\_\_\_\_ = \$ \_\_\_\_\_

► % \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_

► % \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_

► % \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_

► % \_\_\_\_\_ = \_\_\_\_\_

Total \$ \_\_\_\_\_

\$ \_\_\_\_\_ 4

\$ \_\_\_\_\_ 3

**5. Ingénieurs**

Heures de travail, main-d'oeuvre direct \_\_\_\_\_ = \$ \_\_\_\_\_

**6. Frais généraux d'ingénierie**

► % \_\_\_\_\_ = \$ \_\_\_\_\_

\$ \_\_\_\_\_ 6

\$ \_\_\_\_\_ 5

**7. Frais directs**

Description

(Annexer les copies des approbations)

\$ \_\_\_\_\_

Total \$ \_\_\_\_\_ → \$ \_\_\_\_\_ 7

**7A. Coûts de fabrication - Additionner les articles 1 à 7**

Sous-total \$ \_\_\_\_\_ 7A

**8. Frais généraux et d'administration**

Sous-total \$ \_\_\_\_\_ ► % \_\_\_\_\_ = \$ \_\_\_\_\_ 8

**9. Autres coûts contractuels**

(Annexer les copies des approbations)

Description

\$ \_\_\_\_\_ 9

**9A. Additionner les articles 7A, 8 et 9**

Sous-total \$ \_\_\_\_\_ 9A

**10. Bénéfices**

Sous-total \$ \_\_\_\_\_ ► % \_\_\_\_\_ = \$ \_\_\_\_\_ 10

**11. Redevances (articles applicables)**

\$ \_\_\_\_\_ ► % \_\_\_\_\_ = \$ \_\_\_\_\_ 11

**11A. Additionner les articles 9A, 10 et 11**

Sous-total \$ \_\_\_\_\_ 11A

**12. Expédition de marchandises**

\$ \_\_\_\_\_ 12

**13. Taxes applicables**

Sous-total \$ \_\_\_\_\_ 13

**13A. Additionner les articles 11A, 12 et 13**

Total \$ \_\_\_\_\_ 13A

**14. Total des Articles à prix fixe Articles à coût remboursable**

\$ \_\_\_\_\_ 14

**15. Prix total du contrat - Additionner les articles 13A et 14**

\$ \_\_\_\_\_ 15

### Certification

Nom de l'entreprise

Numéro du dossier

Numéro de série du contrat

Numéro de l'entreprise

Les soussignés certifient qu'ils sont des agents de l'entreprise et qu'ils ont examiné le présent État des coûts ainsi que les annexes et déclarations jointes, que les renseignements inscrits sont vrais, exacts et complets au meilleur de leur connaissance, et conformes aux livres et registres de l'entreprise.

Ils certifient en outre que leurs principes de comptabilité des prix de revient s'appliquent uniformément à toutes leurs affaires, que leur mode de calcul des coûts du présent contrat se fonde sur le "Principe des coûts contractuels", 1031-2, et qu'il a été uniformément appliqué pendant toute la durée du contrat (sauf pour les écarts mentionnés dans les pièces jointes au présent État). Notamment, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, ils certifient :

que les matériaux ont été utilisés et payés pour le contrat et que tous les crédits applicables figurent dans les coûts contractuels;

que la main-d'oeuvre productive, les fournisseurs des matériaux utilisés et les sous-traitants visés ou engagés dans le cadre des travaux ou d'une partie des travaux ont été dûment payés, que la main-d'oeuvre, les matériaux et les sous-traités ont servi exclusivement aux fins du présent contrat;

que les frais généraux sont acceptables et représentent une imputation juste et raisonnable au contrat;

que les coûts extraordinaires ont fait l'objet d'une approbation du TPSGC, qu'ils ont servi au présent contrat et qu'ils figurent séparément sur le présent État;

que le travail n'est frappé d'aucun privilège (y compris les privilèges aux termes de l'article 427 de la loi sur les banques) et d'aucune charge ou autre réclamation.

Date

Nom et poste dactylographiés ou en caractères d'imprimerie

Signature

Date

Nom et poste dactylographiés ou en caractères d'imprimerie

Signature